
Y a-t-il eu un péché originel?

Bernard Ravenel

"Les représentants des grandes nations ne savaient que trop bien que des minorités au sein d'un Etat-nation doivent tôt ou tard être soit assimilées, soit liquidées".

Hannah Arendt,
Les origines du totalitarisme,
Ed. Fayard.

Le drame toujours recommencé de la Bosnie¹⁶², une communauté internationale incapable d'arrêter la logique de guerre, qui s'y affirme depuis mille jours que dure le siège de Sarajevo_ et pour la première fois, on évoque sérieusement le retrait total des casques bleus, qui, quoi qu'on en dise et malgré bien des insuffisances parfois dramatiques, ont été l'unique force d'interposition possible.

Comment en est-on arrivé à ce zéro international absolu en laissant ainsi tous les problèmes non résolus? S'agit-il d'une impuissance des organismes internationaux qui, par veulerie, ne sont pas intervenus? Est-ce une impuissance "génétique"

de l'Occident face à une nouvelle édition de la question d'Orient?

En réalité, l'Europe occidentale et les Etats-Unis ne sont pas insuffisamment intervenus dans la crise de la Yougoslavie et en particulier en Bosnie-Herzégovine mais trop ou plus précisément trop mal, non pas d'abord sur le plan militaire, mais sur le plan politique, allant jusqu'à promouvoir les conflits.

Soyons clairs. Les origines du conflit yougoslave sont d'abord et fondamentalement internes: la dramatisation de la crise économique, institutionnelle et morale, a été provoquée par le choix du leadership serbe de répondre à cette crise par une politique agressive à l'égard du Kosovo et par une affirmation tout autant agressive du nationalisme serbe et de ses prétentions hégémoniques. Dans un contexte d'ensemble caractérisé par la renaissance des nationalismes balkaniques présentés comme une alternative économique et politique à la crise du système communiste, la politique de Milosevic a enclenché un processus de réaction en chaîne sur l'ensemble de l'espace yougoslave.

De ce point de vue, il faut ajouter immédiatement combien les courants nationalistes chauvins dominant en Serbie et en Croatie ne pouvaient qu'être hostiles à l'existence d'une Bosnie multiethnique indépendante. La disparition de cette Bosnie serait une conséquence logiquement recherchée de la volonté commune de ces deux nationalismes de constituer chacun leur Etat-nation "ethniquement pur". En effet, le maintien en Bosnie d'une communauté politique unique de trois peuples imposerait non seulement des liens étroits et réciproques avec Zagreb et Belgrade, mais surtout contraindrait ces deux républiques à garantir une autonomie substantielle à leurs propres "minorités" selon une problématique qui n'est ni celle de Tudjman ni celle de Milosevic.

Ce n'est donc pas par hasard si c'est en Bosnie qu'ont été mises en _uvre avec le plus de détermination les formes de purification ethnique, tant celles menées par les Croates (Mostar) que par les Serbes.

Cela dit, pour éviter tout malentendu sur les responsabilités⁶³, les facteurs externes, ceux relevant de l'action des puissances dans un monde toujours plus conditionné par l'interdépendance économique, ont joué un rôle déterminant dans l'évolution et l'aggravation du conflit.

Une Europe trop pressée, ignorante, sans mémoire

Il faut revenir aux origines de l'Europe politique actuelle. C'était le 16 décembre 1991 à Maastricht, et les Douze renversant leur politique précédente, décident de reconnaître, pour le 15 janvier 1992, les deux républiques de Slovénie et de Croatie.

Avec cette décision, est prise celle d'encourager les autres républiques de la Fédération yougoslave à proclamer leur indépendance et à adresser une demande de reconnaissance à la CEE⁶⁴. Une commission Badinter est créée pour établir les critères qui doivent permettre la reconnaissance des nouveaux Etats.

Cette commission décide que les reconnaissances pourront être acceptées seulement à condition que les proclamations d'indépendance ne "soient pas unilatérales", se fassent "de manière démocratique", refusent le "choix des armes", respectent les "minorités"; en conséquence, elle manifeste une perplexité sur la Croatie — qui s'est proclamée indépendante avec le 1er article de sa constitution qui dit que "la Croatie est la patrie des Croates" — et sur la Bosnie, et avec réserve se prononce en faveur de la reconnaissance de la Slovénie et de la Macédoine. Les Douze sont tous d'accord. Avant même le délai fixé au 15 janvier, l'Allemagne — suivie de l'Autriche et du Vatican — reconnaît unilatéralement la Slovénie et la Croatie et pousse activement à un référendum en Bosnie pour, ensuite, la reconnaître.

On dira que les reconnaissances de la Slovénie et de la Croatie ne faisaient que prendre acte — en espérant ainsi l'arrêter — d'une guerre déclarée par la Serbie — la barbarie de Vukovar s'était réalisée en novembre. Mais en Bosnie on n'avait pas encore tiré un coup de fusil.

Plutôt que de précipiter une prévisible évolution vers l'abîme, l'Europe n'aurait-elle pas dû — au moment où la désagrégation de l'ex-Yougoslavie posait effectivement la question de l'avenir autonome de la Bosnie — utiliser son influence pour pousser les dirigeants à majorité musulmane

de Sarajevo à ne pas avancer immédiatement sur la voie de l'indépendance? Elle aurait rappelé qu'en l'absence d'un consensus minimum ou de recherche de ce consensus, il était hautement improbable que la majorité du moment puisse ainsi imposer son hégémonie aux composantes nationales minoritaires qui, soutenues de l'extérieur exprimeraient alors leurs volontés hégémoniques-séparatistes. En n'agissant pas dans ce sens, l'Europe n'a pas saisi l'occasion de tenter d'empêcher *préventivement* la guerre. Telle est sa responsabilité. Pourtant un examen, même rapide, de ce qui se passait ou se tramait en Bosnie et autour, aurait pu utilement la mettre en garde.

La Bosnie face aux projets de Grande Serbie et de Grande Croatie

Pendant exact de la Grande Serbie de Milosevic, le projet de Grande Croatie est brandi par Tudjman dès avril 1990 pendant la campagne électorale. Dans le programme de son parti, l'Union Démocratique Croate (HDZ), on parle de la "Croatie historique", c'est-à-dire en clair de réintégrer la Bosnie-Herzégovine à la Croatie.

C'est dans ce climat de surenchère nationaliste qu'ont lieu les premières élections libres en Bosnie, le 18 novembre 1990. Le résultat est sans ambiguïté: la victoire revient aux partis nationalistes (202 sièges sur 240)⁶⁵, à travers lesquels se reproduisent les divisions nationales du pays. Il s'en suit un gouvernement appuyé sur une alliance entre les 3 partis nationalistes contraints à gouverner ensemble de peur que l'exclusion de l'un d'entre eux puisse provoquer une guerre civile sans fin. D'une certaine manière le vote "ethnique", dans un premier temps, a pu apparaître comme une protection contre l'éclatement.

Parallèlement l'affrontement serbo-croate en Croatie ne pouvait que se répercuter gravement sur la capacité de coexistence en Bosnie, *a fortiori* si celle-ci se proclamait indépendante. La disparition de la Yougoslavie comme équilibre entre les différentes nationalités, en particulier en Croatie et en Serbie, mettait en question la possibilité et même

la légitimité de l'existence d'une Bosnie considérée justement comme une "petite Yougoslavie", condensant la complexité yougoslave. Inévitablement, du côté croate comme du côté serbe la pression s'est accentuée pour déstabiliser et diviser la Bosnie. Déjà, en mars 1991, Tudjman et Milosevic avaient entamé une série de négociations secrètes sur le partage de la Bosnie-Herzégovine.⁶⁶

Face à ce qui devenait un projet commun de démantèlement du pays, le gouvernement de coalition bosniaque, jusqu'à l'automne 1991, ne cherche pas à proclamer son indépendance vis-à-vis de la Fédération. On évite soigneusement toute hypothèse de référendum. Itzebegovic qui ne souhaitait pas s'intégrer dans une fédération dominée par les Serbes tente de négocier une structure confédérale pour résoudre pacifiquement la crise yougoslave, en évitant la désagrégation violente. Mais le renoncement des Slovènes et surtout des Croates à se battre pour une nouvelle union confédérale amène alors les dirigeants bosniaques à majorité musulmane à estimer que pour garantir l'avenir d'un Etat bosniaque, il fallait une déclaration d'indépendance qui, légitimée internationalement, permettrait de rester hors de la mêlée et d'éviter ainsi l'extension du conflit dans cet Etat.

A la fin de l'automne 1991, le Parlement bosniaque vote à la majorité une déclaration d'indépendance. Le SDS (serbo-bosniaque) boycotte le vote.

C'est dans ce contexte que sous "la pression"⁵ de la CEE, le gouvernement de Sarajevo se trouve "obligé"⁵ d'effectuer un référendum sur le territoire de Bosnie. Les résultats étaient prévisibles. Musulmans et Croates votèrent en masse pour l'indépendance, les Serbes de Bosnie — tous ceux de Sarajevo et de Tuzla comme ceux sous influence de Karadzic — boycottent le "plébiscite". Ils ne voulaient pas être réduits au statut de minorité dans un Etat, qu'ils craignent pour des raisons historiques et souhaitent préserver un cadre yougoslave. En réaction les Serbes du SDS de Karadzic se sont empressés de constituer leur propre république ouvrant la voie à la désagrégation de la Bosnie.

En fait, Izetbegovic avait obtenu une majorité seulement apparente: le vote des Croates en faveur de l'indépendance a été fait pour des raisons essentiellement tactiques — il s'agirait d'abord de liquider la Fédération tout en se réservant par la suite de se regrouper avec la Croatie. A ce moment, le

président bosniaque se préoccupe beaucoup moins d'un consensus interne avec les Serbes et les Croates qui siègent toujours dans son gouvernement, que du soutien de l'Occident.

"*La reconnaissance de la Bosnie se fait*" lit-on dans un document distribué au Parlement britannique par le British Research Center lié à l'Institut des Etudes stratégiques de Londres "en substituant la légitimité internationale à la légitimité constitutionnelle interne".

Certes, le gouvernement bosniaque au moment où la question de l'indépendance est approuvée par référendum (29 février et 1er mars 1992) est en situation difficile: des troupes "irrégulières" serbes contrôlent déjà des morceaux du territoire. Mais précisément, ceci aurait dû pousser le président Izetbegovic à donner la priorité à la négociation, même longue et difficile, c'est-à-dire à la politique. Fort du résultat du référendum, il procède à la proclamation de l'indépendance.

En fait, la Bosnie aurait pu réellement devenir un Etat indépendant mais à condition que ses Serbes et ses Croates fussent amenés à accepter un système institutionnel précisément comme avait su le faire la seconde Yougoslavie qui avait pu offrir à la République la plus multiethnique, un modèle relativement acceptable mais auquel manquait la démocratie politique.

Ainsi, en ne respectant pas cette norme non écrite mais de grande importance historique, qui avait pendant des siècles permis aux peuples de cette région de vivre dans une concorde relative à savoir que toute délibération impliquant l'avenir des peuples constitutifs devait être assumée par consensus — même laborieux —, la tenue de ce référendum a été la mèche qui a conduit à l'explosion des contradictions internes déjà latentes, ouvrant la voie à une guerre civile aux proportions incalculables. Ainsi, le 6 avril, l'indépendance de la Bosnie était reconnue sans que fussent, je ne dis pas résolues, mais au moins recherchées les solutions aux problèmes complexes posés par la garantie des droits pour tous, sans parler de ceux posés par la délimitation des frontières. La suite, prévisible, ne se fait pas attendre. Comme l'écrit Gurdy Dempsey, "*la pression exercée par la communauté européenne pour que les Bosniaques tiennent un référendum accentue les divisions ethniques dans la république.*"⁵

Pendant que les forces tchetniks de Karadzic assiègent les villes et nettoient les "corridors ethniques" se construit l'Herzeg-Bosna croate.

Voici ce qu'en disait le rapport d'Helsinki Watch d'août 1992:

"Le 6_mai 1992, Mate Boban et Radovan Karadzic () se sont vus en Autriche, à Graz. Boban et Karadzic sont considérés comme les laquais respectivement de Tudjman et Milosevic, et on s'accorde pour croire que la rencontre a été organisée par les présidents de Serbie et de Croatie pour poursuivre les discussions sur la partition de la Bosnie. Le 3 juillet 1992, Mate Boban a proclamé la création en Bosnie d'un Etat croate quasi indépendant formé du tiers du territoire bosniaque, libre de forces serbes (...) Cette région à dominante croate comporte aussi des villes et des villages où Musulmans et Serbes sont majoritaires. La proclamation d'un Etat croate en Bosnie a été précédée de pressions exercées par Tudjman sur le président bosniaque Izetbegovic pour qu'il s'engage à créer une confédération avec la Croatie. Devant la résistance du président Izetbegovic, Boban lui a adressé un quasi-ultimatum: il proclamait la confédération où les forces croates, postées près de Sarajevo, ne viendraient pas au secours de la ville. Boban a augmenté la pression sur le gouvernement bosniaque en juin et juillet, en bloquant la livraison d'armes, que le gouvernement de Sarajevo avait, en secret, achetées."

Déjà auparavant, dès avril, à Lisbonne, le diplomate portugais José Cutileiro (le Portugal préside alors la CEE), avait accueilli favorablement l'idée serbe de diviser la Bosnie en cantons, faisant ainsi sienne l'idée d'une division sur une base ethnique de la république. Ainsi, on légitimait, par anticipation, l'idée d'un partage de la Bosnie selon les intérêts serbes et croates, en sacrifiant la majorité musulmane, la population ethniquement mixte et tous ceux qui parmi les Serbes, les Croates et les Musulmans désiraient encore pouvoir vivre ensemble et qui, ensemble, se retrouvèrent bientôt sous les obus.

A la conférence de Londres (26-27 août 1992) la reconnaissance de fait du partage serbo-croate de la Bosnie a trouvé une nouvelle confirmation démontrant encore une fois que l'Europe était "disposée à s'adapter"...

En voulant résoudre séparément la question bosniaque coupée de son contexte yougoslave, la "Communauté

internationale" a contribué à l'aggraver et à la rendre insoluble.

Du paradigme majoritaire au paradigme consensuel

En dernière analyse la question posée par la sortie du communisme est celle de la transition à la démocratie et plus précisément celle de la nature des institutions démocratiques adéquates à des sociétés hétérogènes comme le sont, si on excepte la Slovénie, les ex-républiques yougoslaves. Devant cette hétérogénéité, le choix des institutions par leurs "effets distributifs " en termes de pouvoirs et de garanties est déterminant.

Ce qui signifie que dans un pays socio-culturellement hétérogène la prise de décision à la majorité crée nécessairement des perdants (en l'espèce les groupes minoritaires: nationaux, religieux ou culturels) qui n'ont pas d'espoir dans un temps politique prévisible de modifier cette majorité.

Face aux risques de se voir imposer la loi de la majorité, qui pourrait remettre en cause les fondements mêmes de la démocratie, certains auteurs, en particulier américains, ont avec raison, insisté sur la nécessité non seulement de compenser le système majoritaire, dit "démocratie de Westminster", par la reconnaissance des droits des minorités — ce qu'a voulu faire la commission Badinter — mais aussi de considérer la démocratie "comme la somme des intérêts de la majorité et de la minorité! C'est le système "consociétal" ou mieux "consensuel".⁶⁷

En s'appuyant sur l'élaboration du politologue américain Robert Dahl⁶⁸, on démontre ainsi clairement que les trois conditions nécessaires à la mise en place d'un régime majoritaire ne sont absolument pas applicables à cinq des six républiques de l'ex-Yougoslavie, *a fortiori*, en Bosnie.

La première condition, la plus évidente, c'est l'homogénéité. Les premières élections libres en novembre 1990 ont démontré par le triomphe des partis nationalistes que la Bosnie était une société à "clivages segmentés" où l'opinion politique des

citoyens est liée à leur appartenance nationale.

Deuxième condition: la minorité doit être persuadée qu'elle pourra devenir la majorité. En ce cas, elle peut accepter des décisions momentanément défavorables car elle espère un jour renverser la situation en sa faveur. On ne peut dire là non plus que cette condition soit satisfaite dans les républiques yougoslaves qui ont des minorités qui ne peuvent nourrir aucun espoir de voir leur destin ou statut modifié.

Enfin, troisième condition, "*les minorités doivent être persuadées que les décisions collectives ne feront jamais peser de menace grave sur les aspects fondamentaux de leur mode de vie dans le domaine de la religion de la langue, de la sécurité économique*".⁶⁹ Il est malheureusement évident que là encore en Bosnie le poids des méfiances historiques, les exigences nationalistes des uns ou des autres entretiennent des peurs réciproques.

Dans ces conditions d'inadéquation patente du système majoritaire, il apparaît indispensable de mettre en place un système dit consensuel permettant la prise de décisions politiques importantes pour tous les "segments" de la société pour faire régner la paix civile. Certes ce processus peut être lent et même comporter des aspects paralysants, il n'en apparaît pas moins incontournable si l'on veut éviter la désagrégation de la communauté politique que peut constituer une société multiculturelle.

Cette dynamique réaliste, qui fait partie aussi du patrimoine politico-culturel des peuples de Bosnie sera d'autant mieux garantie que le paradigme consensuel évitera toute concentration présidentielle et, au contraire, évoluera, logiquement, vers une dispersion maximale du pouvoir dans la société. Ainsi il est potentiellement facteur et produit de l'affirmation d'une culture politique tolérante, du respect de l'autre, de la reconnaissance des différences dans l'égalité des droits des citoyens. Il permet aussi de combattre l'habituel stéréotype qui présente toute minorité comme une cinquième colonne.

En croyant pouvoir résoudre — vite — le conflit yougoslave par la séparation des protagonistes et donc en favorisant les divisions interethniques, la communauté internationale a contribué à aggraver une spirale désagrégative qui risque de ne pas connaître de limites.

Animateur du Forum démocratique serbe en Croatie,

violemment dénoncé tant par les nationalistes croates que serbes, Milorad Pupovac a pu écrire " () *Les responsabilités des communautés européennes et internationales sont énormes. Sans poser comme précondition à la reconnaissance internationale des républiques de l'ex-Yougoslavie, l'accord entre majorité et minorité, le consensus interne ou l'existence d'une cohésion permettant la création des nouveaux Etats, elles ont reconnu les républiques de l'ex-Yougoslavie et ainsi permis que la question des minorités se résolve par la guerre*".⁷⁰

L'Occident qui donne volontiers des leçons de démocratie n'aurait-il pas à apprendre du patrimoine "consensuel" des sociétés yougoslaves ? Après tout l'idée de démocratie est née en Grèce. Dans les Balkans.

Bernard Ravenel est notamment l'auteur de *Méditerranée, l'impossible mur*, Ed. L'Harmattan, Collection Les Cahiers de Confluences, 1995.